



François Audigier, « L'étude des mouvements politiques de jeunes : cadre historiographique et enjeux épistémologiques. Le cas des cadets gaullistes », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°4, janvier-avril 2008, www.histoire-politique.fr

L'étude des mouvements politiques de jeunes : cadre historiographique et enjeux épistémologiques. Le cas des cadets gaullistes

François Audigier

Au sein d'une histoire politique française en renouvellement depuis la fin des années 1980¹, des chercheurs ont entrepris de revisiter l'étude du personnel et de ses modalités de formation par des travaux portant sur les différents mouvements de jeunes. Parmi les engagements juvéniles, cinq types organisationnels principaux peuvent être distingués selon la classification élaborée par Gilles Le Béguec². Mouvements liés à un parti aîné, structures indépendantes de toute formation adulte, organisations d'inspiration confessionnelle, groupements appartenant à la mouvance étudiante et associations à caractère socio-professionnel. La notion de « mouvement politique de jeunes » utilisée dans cet article ne renvoie donc pas à l'expression d'une tendance incarnée au sein d'un parti par une relève générationnelle (cf. les Jeunes Turcs du Parti radical) mais plutôt aux deux premières catégories, à savoir la forme assez rare du « parti de jeunes » relativement autonome (comme l'Union de la jeunesse républicaine française, UJRF, communiste, de l'après-guerre ou l'Union des jeunes pour le progrès, UJP, gaulliste, des années 1960) et la forme plus courante et sans doute plus fonctionnelle de l'antenne cadette d'un parti aîné (comme les Jeunes Républicains Indépendants organiquement reliés aux RI giscardiens).

Organisée autour de colloques, séminaires, groupes de recherche et publications diverses, l'étude des organisations de jeunes (entendues comme structures-sas et viviers de cadres) rencontre les faveurs grandissantes de la communauté universitaire au point de constituer un chantier important de l'histoire politique depuis le milieu des années 1990. Cet article rappelle rapidement le cadre historiographique dans lequel cette dynamique s'est installée avant de préciser dans une perspective épistémologique les méthodes de travail et axes problématiques spécifiques à cet objet.

¹ René Rémond (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988. S'agissant de l'étude des partis, voir François Audigier, « Le renouvellement de l'histoire des partis », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°96, octobre-décembre 2007, p. 123-136.

² Gilles Le Béguec, « Temps des crises, temps des organisations, temps des remises en question », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°74, avril-juin 2004, p. 3-5.



François Audigier, « L'étude des mouvements politiques de jeunes : cadre historiographique et enjeux épistémologiques. Le cas des cadets gaullistes », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°4, janvier-avril 2008, www.histoire-politique.fr

Cadre historiographique

Depuis une vingtaine d'années, les thèmes des « mouvements cadets », « lieux de formation » et « entrées en politique » suscitent l'intérêt de la communauté universitaire comme du grand public. René Rémond en expliquait les raisons en 1997 dans la préface au livre de Christian Guérin sur *L'utopie Scouts de France*. Selon lui, les historiens ont enfin mis en évidence la constitution d'un âge intermédiaire dans l'échelle des générations entre l'enfance et l'entrée dans la vie adulte. Ce fait de société, déjà pris en compte par les partis, idéologies et Églises s'est progressivement constitué comme objet d'étude historique grâce aux travaux d'Aline Coutrot, Maurice Crubellier et Gérard Cholvy. Parmi les associations comblant le vide entre l'État et les individus, les organisations de jeunesse occupent une place à part, tant du fait de leur clientèle définie par un âge que par leur finalité principalement éducative³. Depuis les années 1990, les travaux parus sur le rapport entre jeunesse et politique se sont donc multipliés. Si une première approche consiste à étudier les politiques de la jeunesse dans leurs dimensions institutionnelles et socioculturelles, une autre, complémentaire, met l'accent sur les problématiques de l'engagement militant de la jeunesse, des lieux et modes d'apprentissage, de la socialisation politique et des rapports conflictuels entre les générations politiques.

Les organisations de jeunes : un nouveau chantier de l'histoire politique

Quelles que soient les catégories d'organisations cadettes envisagées, les études sur les mouvements de jeunes éclairent la place importante de la jeunesse dans le monde politique. Du Front populaire à Mai 68 en passant par la Résistance et la guerre d'Algérie, les cadets ont toujours participé aux grandes crises de la France du XX^e siècle, se montrant actifs dans la rue comme au sein des partis. Au travers de ces organisations juvéniles, c'est une dynamique de mobilisation, une construction d'identité collective et un apprentissage de l'engagement qui sont à l'œuvre.

Curieusement pourtant, si les enquêtes démographiques, économiques et sociologiques sur les différentes générations se sont rapidement multipliées au sein de la communauté universitaire, l'histoire des mouvements de jeunes s'est constituée plus lentement en objet scientifique. L'historiographie traditionnelle a longtemps négligé cet espace spécifique de militantisme, limitant l'engagement cadet à un éphémère rite de passage, réduisant les crises de ces structures juvéniles à de simples malaises générationnels ou à des bouffées d'impatience. Ce faisant, on oubliait de voir combien les crises cadettes (l'UEC ou la JEC en 1965) révélaient le dysfonctionnement des appareils aînés et les blocages générationnels et idéologiques de la société. On oubliait de voir la contribution de ces organisations au fonctionnement de la vie politique française et du même coup à l'équilibre de la démocratie. Car c'est bien par le travail de socialisation-encadrement opéré par ces

³ Christian Guérin, *L'utopie Scouts de France*, Paris, Fayard, 1997.

mouvements qu'une part importante de la jeunesse s'est intégrée au système politique français et à ses valeurs.

Depuis les années 1990, le renouvellement historiographique est évident. En 1992, Nadine-Josette Chaline, Francis Demier et Gilles Le Béguec présentèrent dans un colloque international sur « la jeunesse et ses mouvements » organisé par le CNRS les différentes formations juvéniles françaises aux XIX^e et XX^e siècles et soulignèrent leur influence sur la société française⁴. De 1994 à 1997, le séminaire franco-italien de l'IHTP et de la LUISS fit le point sur le rôle des groupements de jeunes dans la formation de la classe politique européenne de l'après-guerre. Deux colloques de synthèse, organisés le premier à Rome par la LUISS les 30-31 octobre 1997 et le deuxième à Nanterre par l'université Paris X les 11-13 mai 2000, permirent d'explorer dans une logique comparative ces problématiques de l'apprentissage et de l'engagement cadet⁵. À partir de 1997, Gilles Le Béguec consacra un an sur deux son séminaire de DEA, au Centre d'histoire de la France contemporaine, à la question des apprentissages politiques. Des numéros spécialisés de revues universitaires ont porté récemment sur l'histoire des organisations politiques de jeunes. En 2000-2001, *Recherches contemporaines* présenta un dossier consacré aux formations de jeunes modérés de l'entre-deux-guerres aux années 1960⁶. En avril-juin 2004, *Matériaux pour l'histoire de notre temps* se pencha sur la jeunesse et ses engagements en France de 1936 à 1968⁷. Le dernier numéro de la revue *Parlement(s)* en décembre 2007 est consacré aux *Jeunes en politique*⁸.

L'influence de la sociologie et des sciences politiques

Logiquement, la sociologie et les sciences politiques se penchèrent très tôt sur ces thèmes de l'apprentissage politique et des lieux de formation. Si les travaux fondateurs d'Annick Percheron sur la socialisation politique ont porté essentiellement sur les enfants et les jeunes adolescents⁹, Anne Muxel et Nonna Mayer du CEVIPOF étudièrent les processus d'acculturation politique et les modes d'engagement des jeunes¹⁰. Un numéro spécial de 1994 de la revue *Le Mouvement social* traitait de « la jeunesse au XX^e siècle » et présentait différentes organisations

⁴ Nadine-Josette Chaline, Francis Demier et Gilles Le Béguec, « Jeunesse et mouvements de jeunesse en France aux XIX^e et XX^e siècles, influence sur l'évolution de la société française », dans *La Jeunesse et ses mouvements*, CNRS, 1992.

⁵ Les actes du premier colloque ont été publiés en Italie : Giovanni Orsina, Gaetano Quagliariello (dir.), *La formazione della classe politica in Europa (1945-1956)*, Piero Lacaita Editore, 2000. Le second colloque est en voie de publication.

⁶ *Recherches contemporaines*, n°6, 2000-2001, dossier intitulé « Jeunes et sages ? ».

⁷ *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°74, avril-juin 2004. Articles de Jacques Varin, François Audigier, Ludivine Bantigny, Robi Morder, Alain Monchablon, Jean-Philippe Legois.

⁸ *Parlements*, n°8, novembre-décembre 2007. Articles d'Olivier Tort, Marie Aynié, Ludivine Bantigny, Fabien Conord, François Audigier, Giovanni Orsina.

⁹ Annick Percheron, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993.

¹⁰ *Jeunesse et politique*, Presses de l'université Laval et L'Harmattan, 1994, 2 tomes.

de jeunes. Un numéro de 1996 de la revue *Politix* consacré aux « entrées en politique » abordait les apprentissages et les savoir-faire chez les jeunes militants¹¹. Publié en 1999, l'ouvrage collectif dirigé par Michel Offerlé sur *La profession politique aux XIX^e et XX^e siècles* abordait ces questions avec un article de Mattei Dogan sur « osmose, filières et viviers¹² ». L'histoire a depuis pris le relais de la sociologie et des sciences politiques et le fait récent que certains historiens (Christine Bouneau à Bordeaux III) centrent leur habilitation à diriger des recherches sur des mouvements cadets prouve que le combat pour la reconnaissance scientifique de l'objet « organisation de jeunesse » est gagné¹³.

Des études qui participent au renouvellement de l'histoire politique

Ces travaux sur les mouvements de jeunes entendus comme lieux de formation ont renouvelé une histoire du personnel politique qui s'était assoupie avec ses études organisationnelles classiques et ses biographies monographiques. Avec cette double thématique des organisations de jeunesse et des modalités de formation, l'histoire politique prend en compte la dynamique de l'apprentissage. Le chercheur ne se contente plus d'observer de manière statique une situation arrêtée : celle du responsable dans son parti ou d'une organisation à un moment important de son évolution. Les biographes de l'histoire politique, qui étudiaient le déroulement d'une carrière en relation avec un milieu, traitaient cette dynamique. Mais le caractère unique de leur objet d'étude les empêchait de discerner des itinéraires-types, de repérer des parcours-profiles. Ils pouvaient difficilement généraliser et modaliser leurs travaux. La prosopographie a permis d'éviter cet écueil en offrant à la recherche sur les lieux de formation et les entrées en politique une dimension plus synthétique. Le croisement statistique d'études biographiques, la mise en parallèle d'itinéraires individuels, autorisent la modélisation et la définition de schémas globaux d'analyse. Avec une utilisation généralisée de la prosopographie et des travaux pionniers sur les lieux de formation et les itinéraires politiques, Gilles Le Béguec a participé à ce renouveau de l'histoire politique dans ses thèmes et sa méthodologie. Sont évoqués ici sa thèse d'État soutenue en 1989 sur *L'entrée au Palais-Bourbon, les filières privilégiées d'accès à la fonction parlementaires*¹⁴, mais aussi ses travaux plus

¹¹ *Politix*, n° 35, 1996 (bibliographie de Sandrine Lévêque sur « l'entrée en politique », p. 171-188).

¹² Michel Offerlé (dir.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 1999 (article de Mattei Dogan, « Les professions propices à la carrière politique, osmose, filières et viviers », p. 171-201).

¹³ Christine Bouneau a soutenu le 10 décembre 2007 à Bordeaux 3 un dossier d'HDR intitulé *Figures et métamorphoses du groupe au croisement du politique, du social et du culturel. Socialisme et jeunesse, régionalisme et corporatisme en France des années 1880 aux années 1960*, avec comme mémoire principal : « Socialisme et jeunesse en France des années 1880 à la fin des années 1960 (1879-1969) ». Elle co-organise les 27 et 28 mars 2008 à Bordeaux III un colloque consacré au thème « Jeunesse(s) et élites, des rapports paradoxaux en Europe de l'époque moderne à nos jours ». Voir son article « Les jeunes et les Étudiants socialistes en France des années 1880 aux années 1960 : groupes politiques et/ou générationnels » dans ce numéro.

¹⁴ Gilles Le Béguec, *L'entrée au Palais-Bourbon : les filières privilégiées d'accès à la fonction parlementaire, 1919-1939*, thèse d'État, université de Paris X, 1989, 4 volumes et un index.

récents sur les conférences d'éloquence¹⁵, l'ENA¹⁶ ou la relève des générations *via* les organisations cadettes¹⁷.

Les problématiques spécifiques à l'étude des mouvements de jeunes

Une organisation de jeunes n'est pas une formation politique classique

Trop de travaux sur les organisations politiques de jeunesse se résument encore à cette histoire-chronique décrite par Serge Berstein en 1988 dans le chapitre consacré aux « partis » dans *Pour une histoire politique*. Dans une logique narrative, on y suit une trame factuelle faisant défiler les grands moments de la formation cadette de ses origines à son déclin. La succession des équipes dirigeantes au gré des assises et assemblées générales, la répétition des crises internes et des querelles avec les aînés, se révèlent pourtant vite lassantes. À ce traitement événementiel qui ne prend pas en compte l'originalité de son objet, il serait préférable d'opposer une approche thématique organisant l'étude autour d'axes liés à la nature même de la formation de jeunesse. Cette dernière présente des caractéristiques propres (en termes de recrutement, d'action militante, de doctrine, de rapport à l'autorité, etc.) qui la distinguent des organisations aînées, même si toutes ces structures relèvent d'un courant politique commun. Il convient donc, là encore plus qu'ailleurs, de ne pas nier ou minimiser la spécificité de l'objet d'étude. Plutôt que de traiter ces mouvements particuliers comme des formations politiques « classiques », on adaptera sa grille d'analyse.

Concrètement, cela suppose d'organiser l'étude autour de trois thèmes de recherche spécifiques aux mouvements de jeunesse :

- démontrer en quoi la plupart des organisations de jeunesse sont le lieu et l'objet de processus d'instrumentalisation de la part du parti aîné, du pouvoir et de certaines personnalités relevant du même courant politique ;
- souligner en quoi ces organisations de jeunesse constituent des écoles de formation et des viviers de cadres ;
- insister sur les caractéristiques spécifiquement cadettes de ces organisations qui présentent un profil d'adhérent particulier, un type de militantisme original, un discours politique distinct, une conflictualité spécifique et une chronologie singulière. Bref, une culture politique qui leur est propre.

¹⁵ Gilles Le Béguec, « Les circuits de formation du personnel politique », *in Axes et Méthodes de l'histoire politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1998, p. 303-318.

¹⁶ Gilles Le Béguec, « Les premiers pas de la République des énarques », *Bulletin de l'IHTP*, juin 1998, n°71, p. 8-23.

¹⁷ Gilles Le Béguec, « Les partis organisés et le problème de la relève des générations », dans *La formation de la classe politique en Europe (1945-1956)*, *op. cit.*

L'instrumentalisation militante et médiatique

Le premier axe est celui de l'instrumentalisation. Dans le cas de notre thèse sur l'UJP¹⁸, nous avons montré combien les cadets gaullistes ont été utilisés par les différentes tendances antagonistes de la famille gaulliste (barons, pompidoliens, chabanistes, gaullistes de gauche, gaullistes orthodoxes). Cette « manipulation » a pu varier selon les individus et périodes, mais consciente ou non, subie ou souhaitée, l'instrumentalisation constitue un phénomène majeur de l'histoire de l'UJP. Cette réalité n'est d'ailleurs pas spécifique aux jeunes gaullistes mais constitue le propre de ces organisations cadettes qui ne possèdent pas d'autonomie politique et fonctionnelle par rapport au parti aîné. Dépendantes de ce dernier qui seul peut accorder les moyens pratiques et la légitimité politique, ces formations se voient étroitement liées à leurs tuteurs et protecteurs. Les jeunes gaullistes tinrent certes un discours d'indépendance critique vis-à-vis de leurs aînés (l'UJP n'était d'ailleurs pas statutairement liée au parti gaulliste comme l'étaient les Jeunes Républicains Indépendant vis-à-vis du parti de Valéry Giscard d'Estaing). Ils insistèrent sur leur différence identitaire autour d'un gaullisme social, multipliant les provocations et gestes de révolte jusqu'à prôner officiellement le vote blanc anti-Giscard en 1974¹⁹. Mais cette agitation traduisait plus leur impuissance et frustration devant une soumission forcée que leur réelle capacité et volonté d'émancipation.

Au demeurant, l'embrigadement politique de l'UJP par les aînés ne prenait pas toujours la forme d'une allégeance imposée. En 1966-1967, le président cadet, Michel Cazenave, plaça délibérément sa formation dans le giron des gaullistes progressistes emmenés par René Capitant et Louis Vallon. Opposé au Premier ministre Georges Pompidou en qui il voyait un conservateur, le jeune normalien entendait faire de son mouvement l'organe militant d'un gaullisme de gauche contestataire. Cette nouvelle ligne politique n'était pas dictée aux militants de base. Si tous les jeunes de la formation n'avaient pas saisi les subtilités du Plan Loichot, la plupart adhéraient par idéalisme ou réflexe identitaire anti-UNR à ce discours progressiste. À partir de 1970-1971, l'organisation se rangea volontairement et consciemment derrière Jacques Chaban-Delmas. Fervents supporters de la Nouvelle Société, les jeunes gaullistes approuvaient d'autant plus le réformisme moderniste du maire de Bordeaux que celui-ci avait habilement associé les cadets à la conception de sa politique en invitant les responsables du mouvement à participer à des réunions de travail avec Jacques Delors et Simon Nora. Michel Vauzelle, chargé de mission au cabinet du Premier ministre, jouait les intermédiaires entre les deux parties. L'appui de l'UJP à la candidature chabaniste à la présidentielle de 1974 prit les allures d'un engagement passionné qui conduisit bien des cadets sur une position de rupture avec une UDR dénoncée comme « traître » au gaullisme... Dans les deux cas, le concept d'instrumentalisation n'est pas pertinent puisqu'il y avait adhésion lucide et majoritaire des jeunes à un projet comme à une équipe politique.

¹⁸ François Audigier, *Génération gaulliste, l'Union des jeunes pour le progrès, une école de formation politique (1965-1975)*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2005.

¹⁹ François Audigier, « La présidentielle de 1974, les jeunes gaullistes de l'UJP victimes de la Real Politik », *Parlement(s). Revue d'histoire politique*, n°8, novembre-décembre 2008.

L'instrumentalisation de l'UJP par Georges Pompidou dans les années 1967-1969 représente en revanche un cas d'école. Dès l'automne 1967, l'hôte de Matignon s'attacha les faveurs de la direction cadette en l'appuyant politiquement et financièrement. L'UJP adopta vite en réaction un discours social plus modéré et favorable à l'action du Premier ministre. Après son éviction aux lendemains de Mai 68, Georges Pompidou utilisa la formation de jeunesse pour se relancer médiatiquement. À deux semaines du référendum et au sortir du scandale Markovic, il profita des Assises de l'UJP à Strasbourg en avril 1969 pour faire sa rentrée. Organisé comme un « *one man show* » par l'équipe de l'ancien Premier ministre emmenée par Jean Charbonnel, le rassemblement alsacien permit à Georges Pompidou de s'affirmer comme un recours rassurant à quelques jours d'un référendum controversé. L'UJP avait-elle été associée à cette entreprise de légitimation personnelle ? Si Robert Grossmann, leader du mouvement cadet, avait planifié les assises de telle sorte que celles-ci mettent en valeur la prestation de Georges Pompidou, le responsable l'avait fait par respect pour l'ancien Premier ministre du Général. En définitive, son intervention profita au député du Cantal et contribua indirectement à la défaite des partisans du « oui » au référendum, alors même que les jeunes soutenaient les réformes proposées par de Gaulle. Robert Grossmann reconnaît aujourd'hui avoir participé malgré lui à une opération de promotion personnelle sans en réaliser les enjeux véritables²⁰.

Cet exemple souligne la complexité du phénomène d'instrumentalisation. Celui-ci est de nature différente selon que le parti, le pouvoir ou certaines personnalités aînées s'intéressent à l'appui militant que représentent les cadets ou à leur image médiatique. Dans le premier cas, il s'agit d'utiliser les jeunes lors des campagnes électorales pour coller des affiches, distribuer des tracts ou assurer la claque des meetings. Cette « instrumentalisation militante », pour être répandue, est toujours mal perçue par les cadets. Ceux-ci rechignent à jouer les supplétifs bénévoles et les petites mains pour un parti dont ils ne partagent pas toujours les options. Ils conçoivent aussi souvent leur structure comme un lieu de réflexion et d'expression politique, fonctions plus valorisantes. Il s'agira dans le deuxième cas d'utiliser l'image publique de modernisme, d'ouverture et de dynamisme à laquelle les jeunes sont traditionnellement associés aux yeux de l'opinion. Cette « instrumentalisation médiatique » est évidente dans le cas des Jeunes Républicains Indépendants utilisés par Valéry Giscard d'Estaing pour accréditer auprès du grand public une image de jeune leader compétent et énergique²¹.

Pour être moins performants que les giscardiens dans ces nouveaux procédés de communication politique, les gaullistes avaient compris le poids des images et l'intérêt pour eux d'apparaître au milieu de jeunes enthousiastes et dynamiques. Certains semblaient même à l'aise dans ce registre, multipliant les effets de scène avec un public complice. Georges Pompidou fendit ainsi la foule des assises de Strasbourg en 1969 bronzé dans un smoking blanc. Jacques Chaban-Delmas, fidèle à

²⁰ François Audigier, « Georges Pompidou et les jeunes de l'UJP », dans J.-P. Cointet, B. Lachaise, G. Le Béguec et J.-M. Mayeur (dir.), *Un politique : Georges Pompidou*, Paris, PUF, 2001, p. 223-239.

²¹ François Audigier, « Les jeunes giscardiens », *Recherches contemporaines*, n°6, 2000-2001, p. 199-217.

son image sportive, grimpa au pas de course et le sourire aux lèvres les marches de la tribune des assises de Royan en 1970. À partir de 1968, les grands rassemblements de l'UJP devinrent courus par les responsables du parti et les membres du gouvernement. En un véritable défilé, tous les ministres et secrétaires d'État gaullistes accompagnés des représentants de la Rue de Lille se pressaient chez les jeunes pour figurer à leurs côtés devant la presse, la radio et la télévision. Au risque de détourner l'attention du public comme des médias des sujets concernant spécifiquement l'organisation cadette. Les assises étaient devenues une tribune où les responsables aînés assuraient leur promotion personnelle, celle de leur courant ou de leur patron.

L'école de formation politique et l'étude de postérité

Le deuxième thème de recherche est celui de la formation politique. Refusant d'être cantonnés dans les ingrates fonctions du militantisme de terrain, les mouvements de jeunesse se conçoivent volontiers comme des écoles politiques et un vivier de futurs responsables. La devise de l'UJP en 1966 indiquait cette orientation pédagogique qui présentait ainsi l'organisation : « Les jeunes d'aujourd'hui, les dirigeants de demain, les pionniers de l'an 2000. » Reste à apprécier les modalités de cet apprentissage politique, ses limites et son efficacité à long terme.

Comment s'effectue l'éducation politique des cadets ? Celle-ci peut prendre une forme structurée par le biais de conférences, de dîners-débats et de travaux en commission. Mais elle peut aussi se limiter à un apprentissage empirique et informel, par le biais de l'expérience acquise dans le militantisme quotidien, de l'observation des aînés et de la reproduction mimétique de leurs actions et discours, de discussions entre amis, de la gestion d'une perpétuelle conflictualité interne. En clair, se voir intégré à l'action militante au point de parler d'une auto-formation « sur le tas ». Il ressort de la plupart des études sur les mouvements de jeunes que ces deux types d'apprentissage se confondent souvent en se complétant.

Si l'on historicise le phénomène, il semble qu'une évolution se dessine à partir du début des années 1970. Sous l'influence du *marketing* politique très en vogue aux États-Unis depuis la fin des années 1950, beaucoup de mouvements de jeunesse modernisèrent leur formation. On abandonna les recettes de « la rhétorique de papa » pour s'orienter vers des stages de communication où l'on apprenait à rédiger un communiqué de presse, à prendre la parole à la radio et surtout à bien « passer » à la télévision, média essentiel depuis la présidentielle de 1965. L'UJP renonça ainsi à la formation intellectualiste qui avait été la sienne dans les premières années, quand le bureau national composé en majorité de littéraires (normaliens, khâgneux, agrégatifs, élèves de l'IEP) montait dans une logique scolaire d'ennuyeux séminaires sur l'amendement Wallon et le Plan Loichot... À partir de 1970-1971, les anciens professeurs d'éloquence furent remplacés par des journalistes et publicitaires qui enseignèrent aux cadets à parler devant une caméra et à développer un argumentaire de campagne adapté à un électorat ciblé. Cette évolution correspondait aussi à l'évolution sociologique d'une UJP qui avait vu après Mai 68 ses effectifs exploser et la part d'étudiants diminuer. On adaptait la formation à un nouveau profil

d'adhérent ainsi qu'à ses nouveaux objectifs puisque le mouvement qui investissait désormais le terrain électoral devait former des candidats efficaces²².

Les limites de l'apprentissage politique cadet apparaissent vite. Plus que des écoles de formation, ces organisations jouent le rôle de centres de tri. Ceux qui s'imposent possèdent souvent une expérience militante antérieure, héritée du scoutisme, de la JEC, du syndicalisme étudiant, du monde associatif, voire bénéficient d'une compétence (dans la prise de parole ou la maîtrise des dossiers « techniques » de l'économie, du droit, du social) acquise tôt dans le cadre professionnel (comme jeunes professeurs, avocats ou journalistes). Beaucoup continuent d'assumer des responsabilités militantes en dehors de l'organisation cadette, dans le syndicalisme universitaire ou professionnel, dans des associations culturelles, sportives, religieuses. Certains appartiennent aussi parallèlement au parti aîné. Le mouvement de jeunesse semble donc moins constituer le point de départ ou la condition de possibilité d'une carrière qu'une étape parmi d'autres dans un processus « formatif » long et complexe. L'organisation cadette entérinerait surtout des avantages acquis. Bien souvent, les « anciens jeunes » ayant réussi par la suite en politique, étaient issus de milieux sociaux favorisés, avaient réalisé un parcours scolaire d'excellence (Grandes Écoles, Instituts d'études politiques), possédaient des expériences militantes précédentes, avaient fréquenté des lieux de formation politique spécialisés (la Conférence Olivaint), étaient passés par les matrices privilégiées des cabinets ministériels. Comment apprécier la part exacte du mouvement de jeunesse dans ce long et multiple circuit d'apprentissage ? Si le mouvement y a sa part, celle-ci doit être relativisée.

Dans le cas de l'UJP, cette organisation a plus renforcé des compétences et des avantages acquis qu'elle n'a favorisé l'émergence de talents « bruts ». Quelques-uns, comme Alain Carignon, apparaissent bien comme de purs produits de l'UJP mais leur cas est limité. Pour Jean-Louis Bourlanges, issu d'une famille bourgeoise du VIII^e arrondissement de Paris, ancien président de la Conférence Olivaint, agrégé de lettres et énarque, jeune membre du Club Nouvelle Frontière grâce à son parrain politique Jean Charbonnel, produit de la Cour des Comptes, protégé de Jacques Chirac dont il fut au début la plume officieuse, quelle est la part de l'intermède UJP qui s'est résumé pour l'intéressé à une vice-présidence vite avortée durant le mois de juillet 1967 ? L'ancien ministre de la Coopération Jacques Godfrain a bien appartenu au mouvement de jeunesse et siégea même dans le premier bureau national en 1965-1966, mais doit-il pour autant sa carrière politique à ces responsabilités cadettes ? Certains réseaux et certaines protections semblent plus déterminants dans son cas. Son appartenance au Service d'Action civique (SAC) dont il fut le responsable jeune en 1968 puis le trésorier en 1976, ses liens avec Jacques Foccart ont sans doute plus compté qu'un militantisme de jeunesse vite oublié. Non pas que ce dernier n'ait pas marqué l'action politique ultérieure du député-maire de Millau, mais l'influence cadette ne s'observe plus guère que dans l'engagement de Jacques Godfrain en faveur de la participation.

²² François Audigier, « L'Union des jeunes pour le progrès, une école de formation politique », *Revue historique*, n°618, avril-juin 2001, p. 451-487.

Apprécier l'efficacité de l'écurie cadette sur le long terme suppose de dresser l'inventaire de sa postérité. Grâce à différents annuaires du pouvoir et autres bottins administratifs, l'historien recensera d'abord les ministres, secrétaires d'État, parlementaires, élus locaux et responsables de partis issus du mouvement (sans oublier ceux qui occupent des positions éminentes dans la « société civile »). Il faut analyser la répartition de cette postérité. Les anciens recensés se situent-ils aujourd'hui tous dans leur famille politique d'origine ? Quels postes occupent-ils dans leur parti ? Apprécier l'efficacité de la voie cadette suppose de la comparer à d'autres filières de promotion et de légitimation politique peut-être plus rapides et plus efficaces (passage par l'ENA, fonctions dans un cabinet ministériel, protection et parrainage d'une personnalité du parti, position de suppléant, réussite sur le terrain militant, etc.). Dans le cas des jeunes gaullistes, la « génération UJP » a émergé tardivement et partiellement au sein du RPR. Les anciens cadets n'ont d'ailleurs pas l'exclusivité de la représentation de leur génération au sein du parti. La crise de la présidentielle de 1974 a gêné le passage des jeunes chez les aînés et privé ainsi le gaullisme d'une partie de cette postérité.

À l'analyse de cette « postérité passive » (simple recensement des anciens cadets occupant aujourd'hui des fonctions d'élus et/ou de responsables politiques) s'ajoute une étude plus fine qui est celle de la « postérité active » de ces mouvements. Celle-ci consiste à observer comment cette postérité est organisée et capitalisée politiquement au travers d'amicales et de réseaux d'anciens²³. Dans le cas de l'UJP, certains anciens comme Paul Aurelli et Yves Deniaud ont tenté de rassembler les ex-cadets au sein d'une structure appelée Union des démocrates pour le progrès (UDP) et de transformer cette UDP en groupe de pression au service du gaullisme social. Formée d'élus ayant fréquenté l'UJP, une amicale parlementaire s'est même constituée autour de la défense de la participation. Mais ces tentatives ont avorté. La Rue de Lille et la Mairie de Paris ont trop cherché à contrôler cette génération (acquise en partie aux « rénovateurs » contestataires) pour la ranger derrière Jacques Chirac (notamment dans la perspective des présidentielles de 1988 et de 1995, où le discours sur la « fracture sociale » n'était pas sans rappeler celui de l'UJP d'autrefois). Mais l'absence de cohésion politique parmi les anciens reste l'obstacle principal. Non seulement la fraternité constitue un mythe mais la recomposition du jeu politique durant les années 1980 et 1990 autour de nouveaux enjeux, de nouvelles références et de nouveaux leaders empêchèrent la capitalisation organisée du passé. Comme les autres gaullistes, les anciens UJP se divisèrent au sein du RPR, se répartissant en courants antagonistes. Certains se retrouvèrent dans le discours souverainiste et autoritaire d'un Charles Pasqua, d'autres dans le gaullisme social et jacobin d'un Philippe Séguin, d'autres encore se tournèrent vers le libéral et européen Édouard Balladur. Si la postérité UJP existe, sans doute faudrait-il la chercher au niveau de ces petits réseaux d'anciens au sein de la Rue de Lille, du groupe parlementaire RPR, des conseils régionaux, généraux et municipaux. Dans ces petites équipes où l'amitié et la solidarité font bon ménage avec l'intérêt politique.

²³ François Audigier, « Une solidarité politique héritée : la postérité active des anciens de l'UJP », dans Pierre Guillaume (dir.), *Les solidarités, le lien social dans tous ses états*, Bordeaux, MSH d'Aquitaine, 2001, p. 377-395.

Dans la persistance chez beaucoup d'anciens UJP d'une sensibilité sociale, d'un esprit critique, d'un goût pour la réflexion et le travail concerté.

Les caractéristiques spécifiques de ces organisations cadettes

Le troisième axe de recherche réside dans le caractère spécifiquement cadet de ces mouvements. Quelles sont les caractéristiques propres de ces formations, notamment par rapport aux partis aînés dont elles sont issues et auxquels elles se trouvent toujours liées ? S'intéresser à une organisation de jeunesse, c'est souligner ses particularités catégorielles. Même s'il convient d'être attentif aux évolutions comme aux différences liées aux familles politiques, il est possible de constater quelques invariants en matière de militantisme cadet.

Ces organisations présentent un certain profil d'adhérent. Au-delà de l'évidente jeunesse de ses membres (qu'il faudrait relativiser à la lumière du caractère assez âgé de leurs responsables dont beaucoup approchent la trentaine), ces formations affichent d'autres spécificités, comme une part féminine relativement importante (à l'UJP, les jeunes filles représentaient entre un quart et un tiers des adhérents). Le fait que ces organisations attirent un public étudiant traditionnellement porté aux discussions politiques et aux engagements militants n'est pas sans conséquence sur la composition sociologique de ces organisations (surtout jusqu'aux années 1960 où l'accès à l'enseignement supérieur restait socialement limité). La part des classes moyennes et de la bourgeoisie y est sur-représentée par rapport à la composition sociologique du parti. Début 1970, l'UDR comptait encore beaucoup de petits cadres, employés, agriculteurs et même ouvriers comme l'a montré Jean Charlot²⁴, alors que l'UJP très étudiante avait un recrutement moyen socialement plus élevé même si le mouvement s'était démocratisé par l'afflux d'adhérents en réaction à Mai 68. Beaucoup de jeunes actifs préféreraient d'ailleurs rejoindre directement le parti où ils se sentaient plus à l'aise que d'aller chez les « intellectuels » de l'UJP. Si beaucoup d'observateurs au début des années 1970 s'amusaient à décrire les Jeunes Républicains Indépendants comme des « fils à papa », cette lecture sociologique critique aurait été aussi valable au-delà des clichés de « l'héritier mao » pour bien des formations d'étudiants de gauche et d'extrême gauche...

Ces formations privilégient un certain type de militantisme lié au profil sociologique évoqué ci-dessus. Alors que le parti aîné se consacre volontiers au militantisme de terrain, le mouvement cadet préfère souvent se concentrer sur un travail de réflexion (conférences, dîners-débats, commission) et de formation (séminaires, exercices en conditions réelles, auto-apprentissage). Même chez les cadets communistes pourtant adeptes comme le reste du parti d'une véritable « mystique du terrain », cette valorisation de l'engagement intellectuel était observable dans les années 1960. La répartition des tâches à laquelle on aurait pu s'attendre entre la réflexion pour l'UEC et le terrain pour les JC est une vue de l'esprit. Si certaines antennes cadettes participent aux opérations de collage

²⁴ Jean Charlot, *Le phénomène gaulliste*, Paris, Fayard, 1960.

d'affiches et de distribution de tracts aux côtés des aînés, les jeunes limitent ces activités pénibles ou les effectuent à leur profit.

Ces formations tiennent un discours original. Sur le fond avec des thématiques propres au jeune âge des adhérents (éducation, service militaire, sexualité, etc.) mais aussi dans la forme avec le recours à des modes d'expression modernes (bandes dessinées, affiches en couleurs, autocollants, concerts, événements sportifs). Fréquemment aussi, l'organisation se situe en pointe (plus souvent à gauche qu'à droite) par rapport au parti dont elle dépend, exprimant des positions parfois critiques sur un ton véhément. L'UJP, proche des gaullistes de gauche comme René Capitant et Louis Vallon, se réclamait d'un gaullisme social dont la participation constituait la pierre de touche. Ce gaullisme social prit des accents progressistes et contestataires sous la présidence de Michel Cazenave (1966-1967) puis de Jean-Paul Fasseau (1972-1975), qui dénoncèrent le conservatisme frileux du parti et du gouvernement. En juin 1968, l'UJP diffusa ce gaullisme social audacieux sous la forme de bandes dessinées expliquant l'intéressement, d'affiches psychédéliques (« La Révolution avec de Gaulle ») et de banderoles irrévérencieuses (« La Participation avec Big Charly »)²⁵.

Ces organisations présentent une temporalité propre avec un calendrier politique particulier. Majoritairement composées de lycéens et d'étudiants, ces formations ont un agenda d'abord rythmé par des cycles courts constitués autour des vacances et examens scolaires ou universitaires. Ces intermèdes s'accompagnent d'une atonie militante mais aussi parfois d'une accélération de l'activité militante interne. Bien des complots sont montés à la veille des vacances afin d'empêcher l'adversaire de mobiliser ses partisans. Le calendrier des formations de jeunesse est également scandé par des cycles longs correspondant aux charges incombant aux jeunes : service militaire, déménagement, entrée dans la vie professionnelle, mariage et enfants, etc... Ces bouleversements déterminent un très important *turn-over* parmi les responsables et les adhérents de base.

Ces mouvements connaissent enfin une très forte conflictualité, au point de voir leur histoire ressembler à une interminable suite de querelles de chefs, de complots, de démissions et de scissions. Cette conflictualité intense est liée au jeune âge des intéressés, une période de la vie propice à l'expression passionnée et intransigeante de ses convictions, mais aussi à la contestation systématique de l'ordre et de la hiérarchie. L'inexpérience politique empêche la gestion sereine de querelles personnelles que les aînés règlent plus efficacement. Cette conflictualité découle aussi de la nature de ces formations. Conçues comme des lieux de sélection où le cadet doit faire ses preuves avant d'intégrer le parti aîné, elles suscitent la compétition et encouragent l'esprit de rivalité. Les générations cadettes sont enfin courtes. Comme le jeune doit s'imposer et se faire remarquer en deux ou trois ans, cette pression avive les tensions entre ces jeunes concurrents.

²⁵ François Audigier, « Le malaise des jeunes gaullistes en mai 68 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°70, avril-juin 2001, p. 71-88.



François Audigier, « L'étude des mouvements politiques de jeunes : cadre historiographique et enjeux épistémologiques. Le cas des cadets gaullistes », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°4, janvier-avril 2008, www.histoire-politique.fr

La faveur dont jouissent depuis plusieurs années les études sur les organisations de jeunesse témoigne d'une tendance de l'histoire politique à s'orienter sous l'influence des sciences politiques et de la recherche anglo-saxonne vers des approches plus catégorielles. Les courants politiques sont appréhendés par le biais d'un genre, d'un milieu socio-professionnel, d'une communauté, d'une génération. Il en résulte un déplacement de la focale du noyau partidaire vers les espaces périphériques. Au même titre que l'on s'intéresse aux mouvements de jeunes, on se penche désormais vers les organisations féminines et professionnelles, les clubs de réflexion, les services d'ordre, les groupes parlementaires, les comités de parrainage, etc. Autant de cercles concentriques dont l'étude éclaire les phénomènes de recomposition générationnelle, les modalités de fonctionnement, les systèmes de références, bref de culture politique...

L'auteur

Ancien élève de l'ENS Fontenay/Saint-Cloud et agrégé d'histoire, François Audigier est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Nancy 2 et chercheur associé à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP). Spécialiste du gaullisme et des organisations politiques de jeunes, il est l'auteur de *L'Union des Jeunes pour le Progrès, 1965-1975, une école de formation politique*, Presses Universitaires de Nancy, 2005). Il s'intéresse également aux questions de la violence politique, de l'influence politique, des médias et de la politique en Outre-Mer.

Résumé

Au sein d'une histoire politique française en profond renouvellement depuis la fin des années 1980, des chercheurs ont entrepris de revisiter l'étude du personnel politique et de ses modalités de formation par des travaux portant sur les différents mouvements de jeunes et d'étudiants. Organisée autour de colloques, séminaires, groupes de recherche et publications diverses, l'étude des organisations de jeunes, (entendues comme des structures-sas et des viviers de cadres) rencontre les faveurs grandissantes de la communauté universitaire au point de constituer un chantier important de l'histoire politique depuis le milieu des années 1990. Cet article rappelle le cadre historiographique dans lequel cette dynamique s'est installée avant de préciser dans une perspective épistémologique les méthodes de travail et les axes problématiques spécifiques à cet objet.

Mots-clés : organisations politiques de jeunes ; mouvements étudiants ; générations ; partis ; historiographie.

Abstract

A renewed interest in political history has taken place in France in the past twenty years. Inside this history, the study of young political organisations is one of the most original and stimulating research fields, very influenced by sociology and political science. These specific organisations should be considered as political schools which early provided a militant training for their members. This article presents the historiographical and epistemological (problematics and methods) aspects of these new studies.

Key words

Youth organizations ; students movements ; generations ; parties ; historiography.